

Le Sahelistan, un projet au service de quels intérêts ?

De Gaulle avait caressé le projet d'un « Grand Sahara français ». Mais la ténacité du FLN algérien et la radicalisation du Mali de l'Union Soudanaise de Modibo Keita ont fait échouer le projet, définitivement à partir de 1962-1963. Aujourd'hui le projet de Sahelistan n'est pas celui de la France – même si Sarkozy s'y était rallié. Il est celui de la nébuleuse constituée par l'Islam politique et bénéficie du regard éventuellement favorable des Etats Unis et dans leur sillage de leurs lieutenants dans l'Union Européenne.

Le Sahelistan « islamique » permettrait la création d'un grand Etat couvrant une bonne partie du Sahara malien, mauritanien, nigérien et algérien doté de ressources minérales importantes : uranium, pétrole et gaz. Ces ressources ne seraient pas ouvertes principalement à la France, mais en premier lieu aux puissances dominantes de la triade. Ce « royaume », à l'image de ce qu'est l'Arabie Saoudite et les Emirats du Golfe, pourrait aisément « acheter » le soutien de sa population clairsemée, et ses émirs transformer en fortunes personnelles fabuleuses la fraction de la rente qui leur serait laissée. Le Golfe reste, pour les puissances de la triade, le modèle du meilleur allié/serviteur utile, en dépit du caractère farouchement archaïque et esclavagiste de sa gestion sociale – je dirai grâce à ce caractère. Les pouvoirs en place dans le Sahelistan s'abstiendraient de poursuivre des actions de terrorisme sur leur territoire, sans pour autant s'interdire de les soutenir éventuellement ailleurs. La France, qui était parvenue à sauvegarder du projet du « Grand Sahara » le contrôle du Niger et de son uranium, n'occuperait plus qu'une place secondaire dans le Sahelistan. Le pouvoir algérien a démontré sa parfaite lucidité : il sait que l'objectif du Sahelistan vise également la Sud algérien et pas seulement le nord du Mali

Je suis donc de ceux qui souhaitent et espèrent que la guerre du Sahara sera gagnée, ces Islamistes éradiqués dans la région (Mali et Algérie en particulier), le Mali restauré dans ses frontières. Cette victoire est la condition nécessaire incontournable, mais est loin d'être la condition suffisante, pour une reconstruction ultérieure de l'Etat et de la société du Mali. Cette guerre sera longue et son issue reste incertaine. La reconstruction de l'armée malienne relève du tout à fait faisable. Le Mali de Modibo était parvenu à construire une force armée compétente et dévouée à la nation, suffisante pour dissuader les agresseurs comme le sont les Islamistes d'AQMI aujourd'hui. Cette force armée a été systématiquement détruite par la dictature de Moussa Traoré et n'a pas été reconstruite par ses successeurs. Mais le peuple malien ayant pleine conscience que son pays a le devoir d'être armé, la reconstruction de son armée bénéficie d'un terrain favorable. L'obstacle est financier : recruter des milliers de soldats et les équiper n'est pas à la portée des moyens actuels du pays, et ni les Etats africains, ni l'ONU ne consentiront à pallier cette misère. Il n'y a pas grand' chose à attendre des pays de la CDEAO. Les gardes prétoriennes de la plupart de ces pays n'ont d'armée que le nom. Certes le Nigeria dispose de forces nombreuses et équipées, malheureusement peu disciplinées pour le moins qu'on puisse dire ; et beaucoup de ses officiers supérieurs ne poursuivent pas d'autre objectif que le pillage des régions où elles interviennent. Le Sénégal dispose également d'une force militaire compétente et de surcroît disciplinée, mais petite, à l'échelle du pays. Plus loin en Afrique, l'Angola et l'Afrique du Sud pourraient apporter des appuis efficaces ; mais leur éloignement géographique, et peut être d'autres considérations, font courir le risque qu'ils n'en voient pas l'intérêt.

La reconstruction du Mali ne peut être que l'œuvre des Maliens. Encore serait-il souhaitable qu'on les y aide plutôt que d'ériger des barrières qui rendent impossible cette reconstruction.

Les ambitions « coloniales » françaises – faire du Mali un Etat client à l’image de quelques autres dans la région – ne sont pas absentes chez certains des responsables de la politique malienne de Paris. La Françafrique a toujours ses portes parolées. Mais elles ne constituent pas un danger réel, encore moins majeur. Un Mali reconstruit saura aussi affirmer – ou réaffirmer – rapidement son indépendance. Par contre un Mali saccagé par l’Islam politique réactionnaire serait incapable avant longtemps de conquérir une place honorable sur l’échiquier régional et mondial. Comme la Somalie il risquerait d’être effacé de la liste des Etats souverains dignes de ce nom.

Le Mali avait, à l’époque de Modibo, fait des avancées en direction du progrès économique et social comme de son affirmation indépendante et de l’unité de ses composantes ethniques. L’Union Soudanaise était parvenue à unifier dans une même nation les Bambara du Sud, les pêcheurs bozo, les paysans songhaï et les bella de la vallée du Niger de Mopti à Ansongo (on oublie aujourd’hui que la majorité des habitants du Nord Mali n’est pas constituée par les Touaregs), et même fait accepter aux Touaregs l’affranchissement de leurs serfs bella. Il reste que faute de moyens – et de volonté après la chute de Modibo – les gouvernements de Bamako ont par la suite sacrifié les projets de développement du Nord. Certaines revendications des Touaregs sont de ce fait parfaitement légitimes. Alger qui préconise de distinguer dans la rébellion les Touaregs (désormais marginalisés), avec lesquels il faut discuter, des Djihadistes venus d’ailleurs – souvent parfaitement racistes à l’égard des « Noirs » - fait preuve de lucidité à cet endroit. Les limites des réalisations du Mali de Modibo, mais aussi l’hostilité des puissances occidentales (et de la France en particulier), sont à l’origine de la dérive du projet et finalement du succès de l’odieux coup d’état de Moussa Traoré (soutenu jusqu’au bout par Paris) dont la dictature porte la responsabilité de la décomposition de la société malienne, de sa paupérisation et de son impuissance. Le puissant mouvement de révolte du peuple malien parvenu, au prix de dizaines de milliers de victimes, à renverser la dictature, avait nourri de grands espoirs de renaissance du pays. Ces espoirs ont été déçus. Pourquoi ?

Le peuple malien bénéficie depuis la chute de Moussa Traoré de libertés démocratiques sans pareilles. Néanmoins cela ne semble avoir servi à rien : des centaines de partis fantômes sans programme, des parlementaires élus impotents, la corruption généralisée. Des analystes dont l’esprit n’est toujours pas libéré des préjugés racistes s’empressent de conclure que ce peuple (comme les Africains en général) n’est pas mûr pour la démocratie ! On feint d’ignorer que la victoire des luttes du peuple malien a coïncidé avec l’offensive « néolibérale » qui a imposé à ce pays fragilisé à l’extrême un modèle de lumpen-développement préconisé par la Banque mondiale et soutenu par l’Europe et la France, générateur de régression sociale et économique et de paupérisation sans limites. Ce sont ces politiques qui portent la responsabilité majeure de l’échec de la démocratie, décrédibilisée. Cette involution a créé ici comme ailleurs un terrain favorable à la montée de l’influence de l’Islam politique réactionnaire (financé par le Golfe) non seulement dans le Nord capturé par la suite par l’AQMI mais également à Bamako.

La décrépitude de l’Etat malien qui en a résulté est à l’origine de la crise qui a conduit à la destitution du Président Amani Toumani Touré, au coup d’état irréfléchi de Sanogho puis à la mise sous tutelle du Mali par la « nomination » d’un Président « provisoire » – dit de transition – par la CDEAO, dont la présidence est exercée par le Président ivoirien A. Ouattara qui n’a jamais été qu’un fonctionnaire du FMI et du Ministère français de la coopération. C’est ce Président, dont la légitimité est aux yeux des Maliens proche de zéro, qui a fait appel à l’intervention française. Mais surtout la reconstruction du Mali passe désormais par le rejet pur et simple des « solutions » libérales qui sont à l’origine de tous ses

problèmes. Or sur ce point fondamental les concepts de Paris demeurent ceux qui ont cours à Washington, Londres et Berlin. Les concepts « d'aide au développement » de Paris ne sortent pas des litanies libérales dominantes.